

SOMMAIRE

Pour une éducation libre et gratuite	01
De 2005 à 2012	03
Trois obstacles à la gratuité	04
Conseil central	05
La convention	07
Journée des femmes	06



SPECA-HEBDO

Volume 33

Numéro 07

Jeudi 7 mars 2013

www.speca.info

Rédaction et révision : Étienne Bourdages

Graphisme et mise en page : Éline Baribeault

Le conflit étudiant, un an plus tard...

Il y a un an, ce qui allait devenir un mouvement de contestation historique prenait son envol. La tourmente de cette mobilisation sans précédent, marquée par les manifestations mensuelles monstres, les marches nocturnes, le suspense des votes de grève lors des assemblées étudiantes, les altercations militaires avec les forces policières, la Loi spéciale, Pauline Marois tapant maladroitement sur sa casserole... nous avait presque fait oublier ce qui l'avait initialement motivé : « bloquer la hausse » des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest. Certes, elle fut annulée au lendemain des élections, mais remplacée récemment par une indexation populiste en conclusion du Sommet sur l'enseignement supérieur, événement attendu, mais qui n'aura été qu'un *happening* médiatique ne servant peut-être qu'à créer une diversion, à gagner du temps. Bref, un an plus tard, on peut avoir le sentiment d'en être encore au même point.

Dans les textes qui suivent, trois « profs contre la hausse » d'Ahuhtsic nous rappellent l'idéal de départ.

POUR UNE ÉDUCATION LIBRE ET GRATUITE

Philippe de Grosbois, *enseignant
au Département de sciences sociales*

« Le progrès n'est que l'accomplissement des utopies »
– *Oscar Wilde*

Les 25 et 26 février se tenait le Sommet sur l'enseignement supérieur. On peut se réjouir que le Parti québécois ait opté pour la consultation et la discussion, plutôt que le mutisme et le mépris comme son prédécesseur. Néanmoins, une journée et demie pour décider de ce que nous voulons, au Québec, comme éducation post-secondaire, c'était bien peu ! On est loin des États généraux qui étaient demandés au printemps dernier. La formule des Sommets, chère au Parti québécois, relève d'un mode de gestion néolibéral : tous les « partenaires » y sont conviés à accepter un consensus préfabriqué. On a servi le même piège aux centrales syndicales en 1996, lors du Sommet de Lucien – *travaillez torrieu* – ! Bouchard : ce fut le début de l'ère du déficit zéro. Déjà, quelques jours avant le Sommet, lorsque l'ASSÉ rencontrait Pauline Marois et Pierre Duchesne, trois scénarios étaient sur la table : une hausse, une hausse et une troisième hausse (voir « L'ASSÉ choisit de boycotter le Sommet », *Le Devoir*, 14 février 2013).

Le mardi 26 février 2013, citoyennes et citoyens étaient conviés à une grande manifestation pour une éducation libre et gratuite. Gratuite ? Cela doit en faire tiquer certains...

« *Mais on ne peut pas se la payer...* »

Les véritables obstacles ne sont pas économiques, ils sont politiques : tout dépend du courage avec lequel nous serons prêts à défendre l'idée. Les alternatives fiscales existent, et elles n'impliquent pas des hausses d'impôts pour les classes moyenne et populaire : taxe sur le capital des entreprises financières, hausse des redevances minières, contrôle du coût des médicaments...

« *C'est une position marginale, défendue par quelques pelleteux de nuages...* »

... tels que Guy Rocher et Jacques Parizeau, entre autres. La CSN et la CSQ ont toutes deux des positions favorables au gel dans une perspective de gratuité scolaire. Alors que, pour la FTQ, c'est la gratuité scolaire, tout simplement. La FTQ

entendait d'ailleurs proposer au Sommet le lancement d'un grand chantier sur la gratuité scolaire.

Rappelons aussi que la gratuité scolaire figurait au programme du Parti libéral du Québec de Jean Lesage, dans les années 1960, et que le gel dans une perspective de gratuité était recommandé dans le rapport Parent.

Et nous ne serions pas les seuls à avoir la gratuité scolaire de la maternelle à l'université : la Finlande, le Brésil, le Mexique, l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Écosse, la Grèce, l'Argentine, l'Islande, la Norvège, le Maroc et d'autres l'ont déjà. Pourquoi se comparer aux États-Unis, là où les étudiantes et les étudiants ont collectivement 1000 milliards de dollars de dettes étudiantes ?

« Mais il n'y a rien de gratuit dans la vie ! »

Voilà bien longtemps que j'ai reçu une facture pour mon eau potable, mon service de pompiers, mes policiers, mon hôpital, mon comptoir postal... Vous ?

En fait, cette facture, c'est l'impôt. Bien sûr que la gratuité, au fond, ça n'existe pas vraiment. Mais c'est une manière de souligner que l'université est un bien public, une richesse que l'on s'offre collectivement. Les sociétés civilisées apprennent à partager le bien commun. Celles qui le facturent sont généralement corrompues ou en déclin.

« On n'accorde pas de valeur à ce qu'on ne paie pas. »

Voilà le genre d'affirmations répétées à l'envi, mais très rarement démontrées. Pourquoi accorde-t-on autant de valeur aux relations familiales et d'amitié, parce qu'elles n'existent que grâce au don de soi et au partage ? Quand un voisin vous prête son échelle, vous dites-vous que vous pouvez l'abîmer puisqu'elle ne vous a rien coûté ? Pourquoi croyez-vous que les prostituées sont autant victimes de violence de la part de leurs clients ? Payer, c'est s'accorder le droit d'abuser de ce qu'on achète.

Et l'éducation dans tout ça ? La marchandisation de l'enseignement supérieur approfondit le clientélisme. Vous ne pouvez plus supporter le « droit à la bonne note » chez certains de vos étudiants ? Imaginez quand ceux-ci ont payé 500 \$ ou 1000 \$ pour suivre votre cours... Imaginez quand ils vont au bureau de la direction et qu'ils martèlent « j'ai payé »... Je vous prends par les sentiments, là, hein ?

Depuis la crise économique de 2008, de plus en plus de gens sur la planète sont en cure de désintoxication idéologique. On nous assomme avec les mêmes mesures de restrictions budgétaires depuis des décennies. Vivons-nous mieux depuis 30 ans ? La Grèce, l'Espagne, la Grande-Bretagne ont-elles connu la reprise depuis quatre ans ? Combien de fois faudra-t-il appliquer ce modèle avant de voir qu'il est un échec cuisant ? Les mesures d'austérité ne fonctionnent pas.

La gratuité scolaire est moins utopique que l'austérité budgétaire. Les véritables pelleteux de nuages sont ceux qui croient que c'est avec des compressions et des privatisations qu'on améliore une société.

De 2005

à 2012

Philippe Boudreau,

enseignant au Département de sciences sociales

Avant de revenir sur les événements de 2012, j'aimerais proposer un petit bilan de la grève précédente. La fronde du printemps 2005 avait été, jusque-là, la plus grande grève de l'histoire du mouvement étudiant québécois. Dès ce moment, j'avais été abasourdi par l'ampleur et la force de la mobilisation étudiante. Que reste-t-il de 2005? L'eau a coulé sous les ponts et les associations étudiantes ont eu le loisir de faire leur propre bilan; voici ce que moi j'en retiens. Cette grève a permis de former une cohorte de professionnels de l'activisme intelligents, efficaces et aguerris. Parmi ces hommes et ces femmes, plusieurs ont pris leur place, à temps plein, dans l'appareil idéologique d'État (profs de cégep, chercheurs universitaires, etc.) ou dans les pépinières de l'action sociale (ils œuvrent dans des syndicats, des groupes communautaires, à l'Institut de recherche et d'information socioéconomique...). Pour paraphraser Gramsci, ils sont devenus peu à peu les jeunes intellectuels organiques du mouvement populaire. Et, forts de leur expertise, ils ont aidé la CLASSE, la FECQ et la FEUQ à faire de la lutte de 2012 le succès que l'on sait.

L'expérience vécue au sein du réseau Profs contre la hausse n'est pas étrangère aux acquis du mouvement étudiant de 2005 (auxquels il faudrait ajouter ceux du Sommet de Québec de 2001). À travers PCLH, des enseignants ont montré qu'il était possible de décupler la puissance de feu d'un corps d'emploi, à condition de ne pas attendre que le mot d'ordre vienne de la direction syndicale nationale. Ces profs ont réalisé que, tout comme dans le mouvement étudiant de 2012, le vrai pouvoir appartient à la base et non à la hiérarchie syndicale.

Déjà, le Printemps québécois a commencé à livrer à son tour ses dividendes. J'aimerais souligner aussi qu'un des plus beaux héritages laissés par Jean Charest et son Conseil des ministres, c'est d'avoir formé une génération complète d'étudiants à l'exercice naturel du droit de grève. De surcroît, en méprisant cette génération comme il l'a fait pendant des mois, le gouvernement libéral a formé des milliers et des milliers d'activistes rompus aux coups de matraque, aux gaz lacrymogènes et aux grenades assourdissantes. L'affrontement direct avec l'État et les forces de l'ordre est désormais une compétence acquise. Cette cohorte qui n'a pas froid aux yeux sera d'un grand secours chaque fois que nous aurons rendez-vous avec l'histoire pour combattre la bêtise néolibérale.

Les temps sont **durs**?

Le Programme d'aide au personnel peut sûrement vous aider. Ce service de consultation ponctuelle est totalement confidentiel. Offert par une firme extérieure, il donne droit à six rencontres gratuites par année à tous les employés du Collège.

Pour plus d'informations, consultez le dépliant en suivant le lien suivant :

Jacques Lamarre et associés

Comment démonter

trois trois trois

obstacles à la gratuité scolaire

Quels sont les obstacles psychologiques (peurs ou autres) à la gratuité scolaire? Il me semble y en avoir trois. Cependant, tous ces obstacles trouvent une solution facile.

Samaël Beaudoin, *enseignant au Département de philosophie*

La peur que les étudiants perdent leur temps en changeant souvent d'orientation

Cela ne tient pas compte du fait que personne n'a envie de perdre son temps inutilement. Ne pas savoir ce qu'on veut faire dans la vie, c'est une source importante d'angoisse, même quand les remises en question sont presque gratuites, comme au cégep. Par conséquent, si la gratuité scolaire advenait, je ne crois pas que les étudiants auraient soudainement envie de perdre du temps en changeant de programme, à moins de le faire pour une raison valable (ce qu'ils font déjà).

La peur que nos impôts augmentent trop

Ce que suggère cette inquiétude, c'est que nous n'aurions pas les moyens de nous payer la gratuité scolaire. Or, cette peur n'est pas fondée. Un collègue, Martin Gagnon, l'a récemment bien calculé : il en coûterait annuellement en moyenne 154 \$ par contribuable pour que les études universitaires soient gratuites pour tous. On peut clairement se le payer!

Le sentiment d'injustice quant au fait de payer inutilement pour les études des autres

De fait, loin de vouloir payer plus, plusieurs voudraient payer moins pour les études des autres. Ceux-ci ne comprennent pas que l'éducation n'est pas simplement un investissement personnel, mais est bien un investissement collectif. Lorsqu'une personne acquiert un savoir-faire, c'est l'ensemble de la population qui en bénéficie. Par exemple, l'ingénieur civil qui est bien formé élabore des structures solides et sécuritaires. La qualité de vie de chacun est alors augmentée.

Ces peurs surmontées, faciliter l'accès aux études universitaires grâce à la gratuité scolaire aura un impact psychologique majeur, lequel me tient particulièrement à cœur. La gratuité élimine le plus important obstacle à la réalisation du désir de poursuivre sa formation générale. Le fait que chaque personne puisse suivre des cours d'histoire, de sociologie, de philosophie, de littérature, etc., et ce, uniquement pour sa culture personnelle, me semble salutaire pour la santé de notre démocratie. En effet, celle-ci repose sur la capacité de chacun de bien comprendre le monde qui l'entoure et ces disciplines y contribuent grandement. Or, pour beaucoup de personnes, payer 400 \$ pour accéder à ces savoirs est un facteur susceptible de les dissuader, ce que je déplore profondément.

Nicola Grenon, enseignant au Département d'informatique et délégué du SPECA auprès du Conseil central du Montréal métropolitain

En cette Semaine de la prévention du suicide, la minute de silence habituelle a pris une couleur singulière... déjà trois de nos membres sont passés à l'acte depuis le début de l'année (il y en aurait plus de 1000 par an). Nous avons également eu une pensée particulière pour les travailleurs décédés à L'Épiphanie dans l'effondrement de la carrière.

Brèves

- On souligne également le mois de l'Histoire des Noirs;
- Le thème du prochain congrès de juin sera « Notre cœur bat à gauche »;
- Conflits en cours : CRDITED, MAPEI et Hôtel Maritime. Celui aux Aciers Leroux est réglé.

Persévérance scolaire

C'est la troisième année où le CCMM aborde le sujet. À des problématiques multiples, il faut des solutions multiples. Au Québec, nous avons de la difficulté à valoriser l'éducation, que ce soit dans la vie professionnelle ou dans la vie sociale. Le slogan adopté cette année est « Chaque jeune a besoin d'encouragement chaque jour ». Il permet de garder à l'esprit qu'il ne faut jamais lâcher et que tout le monde peut avoir de l'influence, en premier lieu, les parents. Par ailleurs, il existe maintenant une proposition d'engagement pour les employeurs qui encourage ceux-ci à participer à cette lutte en respectant les horaires étudiants. Dans les cas de la lutte pour l'alphabétisation ou de l'éducation aux adultes, le manque de temps et le manque d'argent font en sorte qu'il est difficile d'éviter le décrochage. Le Réseau réussite Montréal offre toutefois des ressources. Voici les deux projets présentés qui sont garants d'un avenir meilleur :

1. Le centre Eulalie-Durocher, pour les 16 à 21 ans de tous les quartiers de Montréal, accueille de 700 à 1000 jeunes issus de la rue, à temps plein ou partiel, pour une formation français-maths de 3^e secondaire ou en sciences de 4^e et 5^e secondaires. Adaptés aux gens ayant des difficultés d'adaptation, afin de leur ouvrir la porte des cégeps, ses plans d'intervention comprennent une véritable gestion des retards qui impliquent tous les intervenants dans le but d'éviter le décrochage. L'objectif : 70% de nouveaux élèves chaque année. Trois orientations : développement d'un projet de vie, autonomie et sens des responsabilités, ainsi que réussir en français.

2. École Marie-Anne : « Jeunes actifs au secondaire ». L'école base son approche sur l'incitation à la participation aux activités parascolaires dans le but de diminuer le décrochage. On mise sur le développement de la concentration, la création de relations sociales positives, la responsabilisation, la découverte de nouvelles passions, etc. On y accueille de 1000 à 1500 élèves âgés de 16 à 21 ans par session. L'objectif est de former ceux-ci en une ou deux sessions. Il y a davantage de tuteurs que pour la formation aux adultes habituelle. Ceux-ci encadrent différentes activités telles des journées thématiques, du soccer interécoles (tournois), du basketball, de la boxe et bien d'autres. Les difficultés majeures restent d'intéresser les filles aux activités – on a donc ajouté la danse latine –, de conserver l'attrait sur la durée – on intègre de nouvelles activités tous les deux mois. De plus, l'école a mis en place un programme de valorisation jeunesse qui permet au 16-18 de rencontrer des employeurs.

Il a été proposé et adopté que le CCMM invite les syndiqués à souligner les Journées de la persévérance scolaire dans leurs milieux et en portant le ruban vert et blanc.

Sommet sur l'enseignement supérieur

Durant les quatre rencontres préparatoires, la FNEEQ a défendu la gratuité scolaire et poussé pour en faire un véritable enjeu les 25 et 26 février, lors du Sommet. Voici les thèmes qui ont été abordés lors des rencontres : accessibilité, qualité de l'enseignement, dérives immobilières, recherche. Deux visions s'affrontent. D'une part, la FNEEQ, la CSQ, la CSN, les auxiliaires, l'ASSE, etc. (que l'on nomme la « table des partenaires ») présentent une vision humaniste (gratuité ou, du moins, gel) basée sur l'accessibilité plutôt que la marchandisation, la profitabilité, etc. De l'autre côté se trouve une coalition de gens d'affaires, sans le moindre pédagogue (aucun professeur), constituée d'individus nommés, presque jamais élus. On nous a ensuite décrit le déroulement des rencontres préparatoires. Il était imposé et très formaté.

- 1 Qualité de l'enseignement : le thème le plus important pour les chargés de cours à cause du lien entre le statut de l'enseignant et la qualité de l'enseignement.
- 2 Accessibilité : l'accessibilité géographique et la gratuité y ont été traitées également.
- 3 Gouvernance : le point majeur amené par la table fut qu'il existe une collégialité des orientations partout, mais au sommet de la pyramide, ce n'est plus le cas, ce ne sont que des membres de l'extérieur en provenance de banques ou d'autres instances qui décident. Jamais il n'a pu être établi que c'était là un meilleur choix que la collégialité.
- 4 Contribution des établissements, recherche et société : des gains pour les cégeps semblent plus envisageables ici.

Il y a également eu deux assemblées publiques et une école d'hiver, de même que de nombreux documents déposés sur Facebook. 52 personnes seulement auront le statut d'intervenant au sommet, dont 31 étudiants. Pour l'instant, pour les chargés de cours, l'ensemble des revendications semble être encore sur la table : conseil des universités, révision de la grille de financement, mesure du succès, représentation au conseil des universités. Une manifestation pour l'accessibilité et la gratuité est prévue le 26 février à 14 h au Square Victoria.

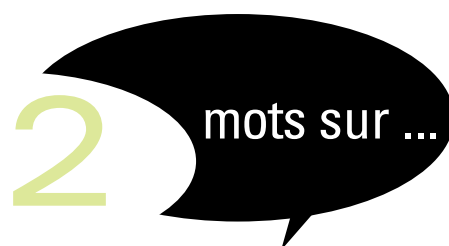
Il a été proposé et adopté que le CCMM soutienne ceci. Il y a eu beaucoup de commentaires et d'appuis à l'idée de promouvoir, à tout le moins, que la gratuité soit honnêtement discutée au sommet.

Nota Bene : Votre humble serviteur reprend le collier après une absence de quelques mois. Les PV officiels des précédentes réunions, dont celle du 9 janvier, se trouvent déjà au SPECA.

Prochaine assemblée le 21 mars 2013

à 14 h 15, endroit à confirmer

*Nous comptons sur votre
présence !*



La **priorité** **d'EMBAUCHE** des **non** permanents

Si vous êtes non permanent, vous recevrez, autour du 15 mars une invitation à vérifier les informations qui vous concernent dans la *Liste des priorités d'engagement*.

On y retrouve les informations déterminant la priorité d'engagement des enseignants non permanents : le meilleur statut obtenu au cours des trois dernières années et l'ancienneté. On y retrouve aussi l'évaluation que le Collège fait de la priorité pour un poste ou pour une charge d'enseignement que ces valeurs confèrent à l'enseignant.

5-4.17 a). Priorité d'engagement pour un poste

Selon la clause 5-4.17 a), pour un poste dans votre discipline, si vous avez au moins 9 ans d'ancienneté, vous avez la priorité 6. Si vous avez moins de 9 ans d'ancienneté, vous avez la priorité 7.

5-4.17 b). Priorité d'engagement pour une autre charge au régulier

Pour une charge dans votre discipline, c'est plus compliqué, vous avez :

la priorité 2

si vous avez plus de 10 ans d'ancienneté. Ça vous place à l'égal de personnes mises en disponibilité dans un autre collège ;

la priorité 3

si vous avez trois ans d'ancienneté ou plus ;

la priorité 5

si vous n'avez pas trois ans d'ancienneté, mais qu'au cours des trois dernières années (incluant celle en cours), vous avez occupé un temps complet année (statut temps complet) ;

la priorité 6

si vous n'avez pas trois ans d'ancienneté, n'avez pas eu de temps plein année au cours des trois dernières années, mais avez déjà enseigné au régulier (statut temps partiel) ;

5-4.17 c). Le statut de chargé de cours

Selon la clause 5-4.17 c), si vous n'avez jamais eu de charge à l'enseignement régulier, vous avez le statut de chargé de cours. Ce statut ne vous donne pas de priorité sur une charge d'enseignement au régulier, quelle que soit votre ancienneté. Vous faites partie des candidatures dont le Collège doit tenir compte, avant d'engager tout autre candidat ou candidate. Un autre désavantage flagrant du statut de chargé de cours.

Si vous souhaitez des précisions quant à votre statut, au à celui des autres enseignants de votre département si vous êtes RCD, n'hésitez pas à contacter Josée Déziel ou Alain Long. Et n'oubliez pas de signaler d'éventuelles « anomalies » décelées aux Ressources humaines, le plus rapidement possible.

Josée Déziel,

secrétaire à l'exécutif du SPECA

8 mars 2013

Le 8 mars, c'est la Journée internationale des femmes!

Encore une fois, nous soulignons l'événement par l'achat de 50 épinglettes de la CSN arborant cette année le dessin de l'illustratrice Geneviève Guénette. Pour chacune d'elles, un montant est versé à la Fédération des femmes du Québec. Passez en prendre une au bureau du SPECA, elles sont pour vous!

Le féminisme, plus actuel que jamais...
Pour des lendemains égalitaires.



Collectif 8 mars, Huguette Latulippe/Production inc,
Illustration : Geneviève Guénette.